

france3-regions.franceinfo.fr

"Quel que soit le vote de lundi, les difficultés resteraient" : l'avertissement d'Élisabeth Borne avant la motion de censure

Franck Besnier

8-10 minutes

En déplacement dans le Calvados, la ministre de l'Éducation nationale a évoqué le vote de confiance au gouvernement Bayrou prévu lundi. Dans une interview exclusive à France 3 Normandie. Elle prévient que "les difficultés resteraient, quel que soit le vote", appelant les députés à privilégier la stabilité politique.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Le contexte de la visite d'Élisabeth Borne dans le Calvados était particulièrement hostile ce vendredi 5 septembre 2025. Dans ce département dont elle a été élue députée (6^e circonscription), la ministre de l'Éducation nationale a dû faire avec le boycott de cette visite par les élus de la Région Normandie, évoquant un manque de considération.

Mais le contexte politique est également plus que tendu au niveau national. Lundi 8 septembre, les députés sont appelés à voter la confiance au gouvernement Bayrou. Et bien que le Premier ministre mène une tournée médiatique dans l'espoir de retourner la situation, rien ne semble jouer en sa faveur.

Lors de sa visite qui l'amenait notamment au lycée professionnel de Dives-sur-Mer, Élisabeth Borne a répondu aux questions de notre journaliste politique Franck Besnier.

Madame la ministre, c'est votre première rentrée. Une rentrée particulière dans un contexte politique pour le moins agité. Comment vous le vivez ?

Je pense que, d'abord, je suis vraiment à 100 % sur la rentrée. La rentrée, ça concerne près de 12 millions d'élèves, 850 000 professeurs, tous les personnels de l'Éducation nationale qui sont mobilisés. Puis naturellement, ça concerne les parents, les grands-parents. Et vraiment, mon objectif, ma priorité, c'est que cette rentrée se passe bien. Parmi les décisions qui ont été prises pour cette rentrée, il y a l'interdiction du portable à l'école dans les collèges.

Comment ça se passe depuis le début ? Vous avez des retours ?

Alors on a surtout eu des retours de l'expérimentation qui a été menée l'année dernière et on a constaté que, en mettant en pause le portable au collège, c'est-à-dire qu'il ne doit pas apparaître, circuler dans le collège, ça améliore le climat scolaire, ça facilite la concentration

et donc les apprentissages des élèves. Donc je pense que manifestement, c'est une mesure qui est favorable pour les élèves, pour les enfants. Donc c'est pour ça que j'ai décidé de le généraliser en laissant aux équipes, donc aux Principaux, le choix de la méthode qu'ils emploient. Ça peut être des casiers, ça peut être des pochettes, ça peut être aussi le fait de dire le portable est éteint et dans le cartable et il ne sort pas. Je pense que c'est important pour nous, pour nous jeunes, de pouvoir passer au moins le temps du collège sans consulter son portable.

Est-ce que cette mesure pourrait être étendue au lycée l'année prochaine ?

Au lycée, ce qu'on a demandé, c'est qu'il y ait une discussion parce qu'on a des élèves qui sont plus mûrs et il y a une discussion avec les représentants des lycéens sur un usage raisonné du portable. Moi, je vous dis qu'un jeune passe en moyenne 5 h par jour sur son téléphone. C'est beaucoup de temps, c'est du sommeil en moins, c'est de la concentration en moins. Mais quand on arrive au lycée, il faut aussi que les lycéens soient impliqués et qu'on trouve avec eux les bonnes règles pour l'usage du portable.

Lundi, le Premier ministre François Bayrou saura s'il reste à la tête de ce gouvernement. Il a sollicité le vote de confiance des députés. Est-ce que vous pensez qu'il a encore une chance de sauver son poste ?

Alors vous aurez compris et je crois qu'il l'a clairement exprimé, il ne s'agit pas de voter la confiance à François Bayrou. Il s'agit de dire si on partage ou pas le diagnostic sur l'état de nos finances publiques, sur la nécessité de redresser des finances publiques à la fois de maîtriser nos dépenses et puis aussi de continuer à créer de l'activité. C'est ça la question qui est posée lundi.

Je pense qu'en responsabilité, chacun doit se prononcer, mais en ayant en tête que, quel que soit le vote de lundi, de toute façon, les difficultés, elles resteraient.

Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale

à France 3 Normandie

Et au contraire, elles ne pourraient qu'être aggravées si on a une instabilité au gouvernement et si, comme certains le prédisent, tous les partis politiques annoncent qu'ils vont voter contre cette confiance.

Si François Bayrou chute, quel est le scénario ?

Je ne vais pas faire de politique-fiction parce que ce qui est clair, c'est que quel que soit le gouvernement, il sera confronté à la même situation, c'est-à-dire une instabilité à l'échelle de la planète et des finances publiques qui nécessite qu'on trouve ensemble, avec l'ensemble des groupes parlementaires à l'Assemblée, le chemin pour maîtriser nos dépenses publiques et créer de l'activité, créer des emplois.

Et ce chemin que vous cherchez, il pourrait être trouvé, comme vous le dites, avec d'autres formations politiques, avec notamment les socialistes. On sait qu'Emmanuel Macron est favorable à ce qu'il y ait un rapprochement avec eux, avec le camp socialiste. Est-ce que vous l'êtes aussi ?

Vous savez, quand on regarde la composition de l'Assemblée nationale, il n'y a pas de doute. Il faut que, de la droite républicaine au Parti socialiste, en passant par le bloc central, on arrive à bâtir un compromis. Et c'est de ça dont notre pays a besoin. Je pense que c'est ce que nos entreprises attendent, d'avoir cette visibilité. C'est ce que tous les Français sont en droit d'attendre. Parce que ceux qui sont pénalisés, si on ne peut pas voter un budget, c'est naturellement les Français.

Avoir un premier ministre de gauche socialiste avec vous dans le gouvernement c'est quelque chose de plausible ?

Je ne vais pas faire de politique-fiction. Moi, je vous dis que le pays a besoin de stabilité et on a besoin de pouvoir voter un budget ou en tout cas de faire adopter un budget. Et ça suppose que du Parti socialiste à la droite républicaine en passant par le Bloc central, on se mette d'accord sur un chemin de compromis.

Juste une question sur ce point. Édouard-Philippe disait qu'à terme, la dissolution serait inévitable, inéluctable...

On a déjà expérimenté la dissolution dont on peut tous partager qu'elle n'a pas apporté beaucoup de clarifications. Et ce dont le pays a besoin, je le redis, c'est de la stabilité, c'est de la visibilité, c'est de pouvoir poursuivre des politiques publiques importantes comme celles qui concernent tous nos enfants, tous les élèves. Et donc voilà, je pense que c'est ça qui est important pour le pays.

"La dissolution, ce n'est pas une lubie, c'est une prérogative du président de la République, donc c'est à lui de décider."

Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale

à France 3 Normandie

Alors, vous étiez cet après-midi dans votre circonscription, dans une école primaire et maternelle. Ça veut dire que vous vous attachez à ce territoire aujourd'hui et demain, quel que soit le poste ?

Alors, ça fait longtemps que je suis attachée à ce territoire. Et de toute façon, je sais que je suis le plus souvent possible dans la circonscription, donc c'est un territoire qui me tient à cœur et pour lequel je souhaite naturellement continuer à agir sans autre ambition électorale quelconque pour la région. Enfin, moi je vous dis vraiment, je suis aujourd'hui ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et je suis sur des enjeux qui sont fondamentaux pour le pays et dans le même temps, je suis très attaché à ce territoire, à une circonscription.